

20230327 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2023/03/27/metropole-lyon-expulse-jeunes-migrants-remous-majorite/>

[Actualité](#) [Édition abonnés](#) [Société](#)



L'exécutif de la Métropole expulse des jeunes migrants et crée des remous dans la majorité

Dimanche 26 mars, à la veille du conseil de la Métropole, l'exécutif écologiste a fait expulser de jeunes migrants. Sans-abri et en recours pour être reconnus mineurs, ils avaient installé un campement devant l'hôtel de la Métropole, rue du Lac (3e arr.). Une méthode policière, à rebours de la politique menée jusqu'alors par la collectivité, qui crée des remous dans la majorité.

L'AUTEUR



Marie Allenou

Journaliste à Rue89Lyon

[Plus d'articles](#)

Ce lundi 27 mars au matin, enveloppés dans des couvertures de survie, une vingtaine de jeunes migrants et leurs soutiens, manifestent devant le siège Métropole de Lyon.

La veille, dimanche 26 mars, en début de soirée, ces jeunes qui se disent mineurs et sont en recours devant un juge, ont tenté d'établir un campement juste devant la Métropole de Lyon. Aidés du collectif soutiens/migrants Croix-Rousse, ils voulaient alerter sur leur situation : ils n'ont pas d'endroit où dormir, puisque la Métropole ne les a pas reconnus mineurs et a cessé leur prise en charge (obligatoire pendant cinq jours après leur arrivée).

Quelques heures plus tard, vers 22 heures, des camions de CRS sont venus déloger ces jeunes. C'est la Métropole de Lyon qui a demandé à la préfecture de procéder à cette expulsion. Aucun jeune n'a été relogé.



Les jeunes migrants et leurs soutiens demandent à la Métropole de Lyon de loger les jeunes à la rue, en recours pour être reconnus mineurs. ©MA/Rue89Lyon

Ironie de ce lundi matin, à quelques mètres de cette manifestation, les élus de la Métropole examinent le Projet métropolitain des solidarités au conseil de la Métropole. Un des chapitres intitulé « La Métropole de l'hospitalité » promet d'«accueillir et accompagner les personnes en grande précarité » et de « créer et diffuser une culture commune de l'hospitalité ». Pas sûr que cet accueil chaleureux se soit fait ressentir la veille au soir.

Pour tout comprendre du parcours des mineurs isolés à Lyon :

- [Un audit pointe les failles de l'évaluation des mineurs étrangers par la Métropole de Lyon](#)
- [Le long parcours des mineurs étrangers non-accompagnés à Lyon](#)

180 jeunes migrants, en recours, à la rue dans la métropole de Lyon

« Hier soir, comme on ne savait pas où dormir, on est venus ici, devant la Métropole », raconte Mohamed Bamba, 15 ans, alors que la manifestation se poursuit et que les slogans fusent au mégaphone. « Vers 22 heures, les policiers nous ont chassés. Dormir dans la rue ce n'est pas facile, si tout allait bien, nous ne serions pas ici. Nous sommes venus défendre nos droits », soutient-il.

Autour de lui, une dizaine de jeunes s'amènent, dans un bruissement de couvertures de survie. Ils viennent écouter et veulent témoigner. « Nous, on demande un logement, une protection et d'aller à l'école », abonde Ali Diomande.

« Historiquement, quand la Métropole demande une expulsion, il y a une création de places d'hébergement en parallèle. Là, c'était une expulsion sans proposition de relogement », constate Sébastien Gervais, membre du collectif soutiens/migrants Croix-Rousse.

Le militant explique que le collectif loge actuellement 130 jeunes, dans deux squats. L'un d'eux est situé rue Henri Gorjus à Lyon 4e, et accueille 80 jeunes, l'autre est rue Neyret, à Lyon 1er, et en accueille une cinquantaine.

À ces jeunes s'ajoute une quarantaine de personnes qui se trouvent dans un gymnase mis à disposition par la Ville de Lyon, et une vingtaine dans un bâtiment qui appartient également à la Ville. Mais ces deux lieux ont vocation à fermer. Le collectif appelle la Métropole à prendre en charge ces jeunes et a demandé vendredi 24 mars un entretien avec le président de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard (EELV).

Lire aussi sur Rue89Lyon

[En 2017 : La réponse de la Métropole de Lyon aux mineurs isolés étrangers : une expulsion et des grillages](#)

L'image ternie d'une Métropole « hospitalière et accueillante »

Le recours à la force publique pour faire expulser un campement de jeunes, dont la plupart sont mineurs, divise la majorité écologiste et de gauche.

Cette décision prise un dimanche soir, la veille d'un conseil de Métropole, a déclenché au moins l'incompréhension de plusieurs élus issus des groupes alliés d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), qui ont découvert, pour certains, la situation ce lundi matin.

Car cette expulsion envoie un message peu reluisant : dormez à la rue, mais pas [devant la Métropole de Lyon](#). L'intervention de la police a de quoi ternir l'image d'une Métropole qui s'était pourtant montrée plutôt engagée sur le sujet avec l'ouverture d'une centaine de places, pour accueillir ces jeunes en recours.

Renaud Payre, vice-président au Logement, issu du groupe socialiste, semblait peu à l'aise avec la décision prise par l'exécutif d'expulser ces jeunes, sans pour autant prendre officiellement position.

« Il y avait fragrance, c'est une occupation qui a été levée dès les premières heures. De plus, c'était une occupation d'interpellation, les collectifs eux-mêmes l'ont dit, et pas vraiment une occupation qui avait vocation à durer. Et je tiens à le dire, ça n'a pas été une expulsion manu militari », tente-t-il de justifier.

L' élu tient plutôt à insister sur les dispositifs mis en place par la majorité écologiste et de gauche depuis 2020 :

« ce serait une erreur d'oublier ce qui a été fait depuis 3 ans, nous devons en être fiers ».

En 2021, la Métropole de Lyon ouvrait la première « Station », un dispositif d'une cinquantaine de places d'hébergement. Les jeunes y sont logés et accompagnés le temps de leur recours devant le juge des enfants. À terme, environ 80% finissent par être reconnus mineurs. Puis, en 2022, suite à la fermeture du squat Le Chemineur, à Lyon 4e, quarante places supplémentaires étaient ouvertes par la Métropole, avec un co-financement de l'État. Début 2023, une dizaine de places exclusivement destinées à loger des filles venaient compléter le tout.

Ce dispositif, financé par une collectivité locale, est inédit en France. Ce qui nourrit d'autant plus l'incompréhension du collectif soutiens/migrants Croix-Rousse, qui se dit « très choqué de cette demande d'expulsion par la Métropole de Lyon ».

Des élus de la majorité à la Métropole de Lyon en soutien aux jeunes migrants

Les jeunes qui manifestaient ont reçu le soutien du groupe Métropole insoumise, résiliente et solidaire (Mirs). Ce groupe fait partie de la majorité à la Métropole. L'un de ses élus, Florestan Groult, est même récemment devenu vice-président. Les quatre conseillers de ce groupe sont venus à la rencontre des manifestants, en marge du conseil. Laurent Legendre, président, demande plus de moyens pour accueillir les jeunes en recours :

« Certains élus ont découvert cette expulsion ce matin en séance. Expulser ces jeunes parce qu'ils sont devant la Métropole, c'est un constat d'échec de notre politique hospitalière depuis deux ans. C'est regrettable. On pense que la Métropole a les moyens d'accueillir plus et d'augmenter le nombre de places d'hébergement. Surtout, on veut que la Métropole active la réquisition des logements vacants de son patrimoine. »

Nathalie Perrin-Gilbert, du groupe Métropole en commun, s'est montrée encore plus offensive envers Bruno Bernard. Dans son discours préliminaire au conseil de la Métropole, elle dénonce :

« Votre groupe politique (EELV, ndlr) s'émeut de la répression policière des manifestants contre la réforme des retraites ou contre les méga bassines. Et pourtant, vous faites appel hier soir à la police pour faire évacuer une vingtaine de gamins et des associatifs qui voulaient nous interpeller sur la situation des mineurs non-accompagnés dans la Métropole, camions de CRS à l'appui. »

Laurence Boffet, une élue du groupe Métropole en commun, est allée à la rencontre des jeunes, pour leur témoigner du soutien du groupe tout en regrettant son « impuissance ».

Quelques minutes plus tard, les manifestants ont appris qu'une délégation pourrait être reçue par Renaud Payre, vice-président au Logement et Lucie Vacher, vice-présidente à l'Enfance. À l'issue de cette discussion, aucune proposition de relogement n'a été faite à la trentaine de jeunes qui s'étaient installés dans la campement.

« On fait plus que tout autre collectivité en France, mais c'est clair que ça ne suffit pas et que l'attente est difficile, reconnaît Renaud Payre. Ces moments sont démotivants pour tout le monde. J'espère qu'on aura d'autres moments où l'on avancera ensemble comme lors de l'ouverture de la première Station. »

Le collectif souhaitait cependant rencontrer le président de la Métropole, Bruno Bernard. Depuis le début de son mandat, ce dernier reste en effet très discret sur la question des mineurs isolés.